Le voile à l'école

Enjeux d'un décret, avatars d'un procès

Aïcha Chellali

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ema/521>

DOI : 10.4000/ema.521

ISSN : 2090-7273

Éditeur

CEDEJ - Centre d'études et de documentation économiques juridiques et sociales

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 1994

Pagination : 133-141

ISSN : 1110-5097

Référence électronique

Aïcha Chellali, « Le voile à l'école », *Égypte/Monde arabe* [En ligne], 20 | 1994, mis en ligne le 08 juillet 2008, consulté le 07 juillet 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ema/521> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ema.521>

Ce document a été généré automatiquement le 7 juillet 2022.

Tous droits réservés

Le voile à l'école

Enjeux d'un décret, avatars d'un procès

Aïcha Chellali

- 1 Par décision du ministre de l'Éducation en date du 17 mai 1994, le port d'un uniforme scolaire constitué d'une chemise et d'une jupe ou de pantalons aux spécifications (modèle, couleur et tissu) bien précises, devenait obligatoire dans tous les établissements. L'accès à l'école serait dorénavant interdit à tout(e) élève dont la tenue ne serait pas conforme aux normes établies par la décision ministérielle. Décision qui n'a pas manqué de provoquer l'indignation et la colère des institutions religieuses et de l'opinion publique islamique. Un vif débat était alors lancé, relayé par la presse et les médias, débat qui prit une telle ampleur qu'une conférence réunissant les prédicateurs fut organisée par le Ministère des *Waqf* (Biens religieux) tandis qu'à l'issue d'un colloque auquel participaient un certain nombre d'ulémas, un communiqué était publié, dénonçant "la décision du ministre comme non conforme à la constitution, qui garantit la liberté des citoyens en matière de croyances et de pratiques religieuses et les protège de toute pression de la part des autorités, et qui garantit également, dans le cadre de la loi, les libertés individuelles de tous les citoyens, y compris le droit de choisir sa propre tenue dans le respect des règles de la bienséance."¹ Les ulémas en déduisirent que "la décision ministérielle était par conséquent anticonstitutionnelle et constituait une violation de la législation et du droit positif. Un point, en particulier, provoquait l'ire de ces derniers : selon une des clauses de la décision incriminée, le père ou le tuteur des élèves des cycles primaire et préparatoire arborant le voile en sus de cet uniforme était tenu de présenter à l'école une attestation reconnaissant qu'il autorisait sa fille à se voiler — ce à quoi les partisans du voile rétorquèrent que c'était plutôt aux parents des filles non voilées que devait être demandée une telle autorisation.
- 2 Passons sur les aspects pratiques de la mise en œuvre d'une telle mesure, qui aurait supposé la création d'un service spécial dont les employés se seraient consacrés exclusivement à accueillir des milliers de parents pour leur faire signer de telles attestations. Si un tel organisme avait vu le jour, on peut se demander comment il aurait été en mesure d'assurer le suivi et de vérifier que tous les parents d'élèves

avaient bien présenté l'attestation exigée. Le ministre ne se disait-il pas prêt à se charger lui-même de téléphoner aux parents afin de leur expliquer le sens de sa décision ?

- 3 Devant la vigueur des critiques suscitées par sa décision dans divers milieux religieux et politiques, chez les parents d'élèves comme chez les ulémas, le ministre s'est trouvé contraint de justifier sa décision et d'en préciser la teneur au cours de débats et de conférences de presse regroupant des journalistes de la presse officielle et de l'opposition. Les commentaires et les réponses contradictoires qu'il a apportés à certaines questions ainsi que son attitude de repli n'ont fait que rendre plus confuse la situation. Alors que, de son aveu même, l'objectif de cette mesure était de mettre un terme aux pratiques d'enseignants ou de directeurs(trices) d'école faisant pression sur leurs élèves filles pour qu'elles se voilent — voire les y contraignant —, le ministre se retrouva en situation de devoir lui-même défendre la légitimité du voile, au nom, précisément, de la liberté de choix : "La décision concernait l'uniforme scolaire et non le voile. Le Ministère n'interdira pas l'accès à l'école aux filles voilées de leur propre volonté et par conviction, même si leurs parents le leur interdisent. Je ne suis pas opposé au voile, car Dieu dans sa Toute Puissance nous en a laissé le choix ; comment pourrais-je, moi, imposer une règle aux gens alors que les textes et les lois stipulent la liberté ? Loin de demander aux parents l'autorisation, pour leurs filles, de porter le voile, nous désirons seulement les tenir informés de la situation. Il m'incombe de protéger les familles et d'assumer fidèlement mes responsabilités²."
- 4 C'était là la première ligne de défense, par le ministre, de sa décision, mais l'argument ne tarda pas à être retourné contre son auteur : selon certains des protagonistes à ce débat, le ministre se serait ainsi arrogé le droit et la responsabilité de protéger la famille, y compris contre elle-même, et d'intervenir dans ce qu'elle a de plus intime en portant atteinte à la liberté personnelle des jeunes filles, liberté qui leur confère le droit de choisir leur tenue vestimentaire, en accord avec leurs parents et avec les mœurs égyptiennes. L'argumentaire prenait ici à témoin les traditions et valeurs transmises de génération en génération : nombre de femmes et de jeunes filles ne répugnent-elles pas à se découvrir la tête en public, dans les lieux de travail ou dans la rue ? La question a une tout autre portée si l'on se place sur le terrain religieux, comme se sont empressés de le faire prédicateurs et ulémas : comment est-il concevable de demander aux parents une autorisation pour la mise en œuvre d'une décision ministérielle elle-même contraire à la *shari'a* (loi islamique) puisqu'interdisant l'application de prescriptions divines, ce qui met de surcroît cette décision en contradiction avec la constitution égyptienne, dont les textes s'inspirent de la *shari'a*, c'est-à-dire des préceptes du Coran et de la Sunna ? De ce point de vue, cette décision ne pouvait qu'être perçue comme une agression contre l'islam, et l'incitation des filles à l'abandon du voile comme une invitation au dévergondage, à la débauche et à la séduction.
- 5 Dans une sorte de surenchère défensive, le ministre en arrivait alors à menacer les enseignants qui s'opposeraient au port du voile dans les écoles, précisant que "tous ceux qui amèneront une fille à abandonner le voile auront à comparaître devant le procureur général³", au moment même où plus de 600 enseignants ou directeurs(trices) d'école, coupables d'avoir exercé des pressions sur leurs élèves pour les contraindre à se voiler, étaient écartés de leurs postes et affectés à des fonctions non pédagogiques dans les services administratifs du ministère. Dans la foulée, pourrait-on dire, le

ministre louait la décision de son homologue français concernant le port du voile dans les écoles : *Si le ministre français de l'Éducation a autorisé le port du voile, je ne vois pas comment le ministre égyptien pourrait l'interdire⁴."

- 6 Devant la persistance des critiques, le ministre tenta de mettre en place une seconde ligne de défense, précisant que "la décision visait tout simplement à unifier la tenue scolaire en vue de garantir un minimum de décence, de pudeur et de sérieux, afin que le vêtement des élèves soit adapté au prestige de la science et ne laisse pas apparaître les différences de fortunes⁵." Mais cet argument devait se révéler, lui aussi, à double tranchant : selon la logique des religieux, en effet, la décence et la pudeur ne peuvent être garanties sans le voile, c'est-à-dire sans que les cheveux et l'ensemble du corps — à l'exception du visage, des mains et des pieds —, ne soient couverts, ce à quoi les opposants au voile rétorquèrent que l'essentiel était de se "vêtir de piété", le vêtement de la femme musulmane n'étant qu'un aspect extérieur d'un tout beaucoup plus vaste et plus profond.
- 7 Toutefois, ceux qui ont suivi le débat se demandent comment le ministre peut espérer que le port de l'uniforme aboutisse à supprimer les écarts dans une société aussi marquée que la société égyptienne par la distinction des classes, et où les classes favorisées se bousculent pour inscrire leurs enfants dans les écoles privées et les « écoles de langues », qui bénéficient de tous les avantages — enseignants qualifiés, moyens pédagogiques importants — tandis que les écoles publiques, où les classes moyenne et pauvre n'ont d'autre choix que de placer leurs enfants, sont nettement moins bien équipées et les effectifs pléthoriques. Et même en admettant que l'uniforme scolaire puisse masquer ces distinctions, peut-on raisonnablement en attendre un changement des mentalités et des comportements ?
- 8 Face à la persistance des critiques et à la faible portée de ses arguments, le ministre n'a semble-t-il eu d'autre choix que d'abattre ses cartes, d'autant qu'une décision du tribunal administratif du Caire, rendue le 23 août, venait de suspendre son décret, qualifié d'abus de pouvoir et déclaré anticonstitutionnel et, surtout, contraire à la *shari'a*. La décision du tribunal donnait ainsi raison aux défenseurs du voile. Quant au ministre, il déclara que la lutte qu'il avait engagée n'était pas contre le voile ou contre la religion, mais qu'il s'agissait d'une lutte politique destinée à combattre le terrorisme dans les écoles : il « ne permettrait pas aux intégristes « d'assassiner » l'innocence des enfants ». Le ministre identifiait alors clairement sa cible : les enseignants et directeurs d'établissement qui avaient forcé les élèves et leurs mères à porter le voile, sous menace de renvoi. Les témoignages se multiplièrent dans la presse : tel enseignant, dans telle école, était allé jusqu'à séparer les élèves voilées des non voilées, chacun de ces deux groupes bénéficiant d'un traitement différent afin que ces dernières se sentent négligées ; dans telle autre, les enseignants dressaient un tableau terrifiant des tourments de l'enfer qui attendait les jeunes filles s'exposant à la perte en se soustrayant à l'obligation coranique du voile. Il ne manquait pas, cette fois, de « spécialistes » pour appuyer l'argumentaire du ministre : selon tel psychologue, « toute contrainte imposée à l'enfant provoque chez lui une sorte de résistance interne, le rejet de ce qui lui a été imposé et le déclenchement d'un processus de révolte. Cela entrave également le développement psychique, moral et comportemental de l'enfant et contribue à le marquer de symboles particuliers, que de jeunes élèves ne sont pas en mesure de comprendre⁶. » « Comment accepter », ajoute-t-il, « que des enseignants

dont la mission essentielle est l'éducation, et qui doivent par conséquent bien connaître la psychologie de l'enfant, soumettent un être fragile à une telle oppression ? »

- 9 Un autre argument n'a pas manqué d'être invoqué par les partisans du ministre : celui du caractère multi-confessionnel de la société égyptienne, qui n'est pas constituée des seuls musulmans et où l'on semble quelque peu oublier les chrétiens. Le problème, selon la plupart des intervenants en ce sens, se pose plus particulièrement en Haute-Égypte, où certains établissements scolaires ont séparé les élèves en créant des classes pour les chrétiennes et d'autres pour les musulmanes : il ne s'agit plus ici de ségrégation sociale mais confessionnelle, avec le risque de créer chez les élèves, dès l'enfance, des susceptibilités fondées sur la religion, qui produiront par la suite des phénomènes d'exclusion. Sans compter, chez les coptes, le sentiment d'une remise en cause de leur appartenance à la société égyptienne, où ils auront le sentiment d'être des « parias ».
- 10 Le problème du voile dans les écoles n'est donc pas une question de religion, affirme le ministre, mais un vrai problème social dont l'ampleur réside dans les divisions qu'il risque de susciter, ce qui justifie d'« extirper » ceux qui en sont la cause. C'est en ce sens que le ministre a voulu instaurer l'uniforme scolaire, qui « supprime les différences sociales entre les élèves ». Ses adversaires redécouvrent ici les origines du voile dans la permanence même de la société égyptienne, « connue, depuis des millénaires, pour son attachement aux pratiques et principes religieux ». Cependant, les observateurs font valoir que l'ignorance de la religion est plus répandue que l'analphabétisme, et que beaucoup de femmes se sont voilées non par conviction mais parce que leurs mères l'étaient. Autrement dit, le port du voile serait devenu une tradition dans la mesure où les concepts religieux ont été confondus avec les mœurs. Les mêmes observateurs remontent à l'origine du port obligatoire du voile dans les établissements scolaires : c'est dans les années 70 que le vice-doyen de la faculté de jeunes filles d'al-Azhar a imposé cette pratique. Faute de la respecter, les étudiantes n'avaient pas accès à l'université. A l'époque, nous rappelle-t-on, les étudiantes se couvraient la tête pour franchir le portail sous l'œil vigilant du vice-doyen. Ainsi est-on en présence de la généralisation d'un phénomène réductible à un effet de contrainte.
- 11 En ce qui concerne la lutte que le ministre entend mener contre le terrorisme et l'activisme islamiste, le scepticisme domine dans les milieux politiques, ceux de l'opposition comme ceux du PND (Parti national démocrate au pouvoir), quant à l'efficacité et à l'opportunité de la campagne ministérielle. Plus précisément, c'est au sein même des différentes composantes de la scène politique, majorité et opposition confondues — à l'exception, bien sûr, du courant islamique, qui refuse en bloc le projet du ministre et dont certains membres ont entamé des actions en justice — que la question du voile a suscité les divergences les plus significatives. Ainsi, au sein de la majorité elle-même, l'initiative du ministre a eu pour effet de mettre en rivalité deux ministères qui jouent un rôle stratégique dans la gestion, par le pouvoir, de la question religieuse : le Ministère de l'Éducation lui-même et le Ministère des *Waqf*, ministère de tutelle d'al-Azhar. Quant aux secteurs les plus conservateurs du PND, ils n'ont pas hésité à mêler leurs voix à celles des islamistes, y compris dans les organes de presse « officieux » du pouvoir, *al-Ahrâm*, *al-Akhbâr* et *al-Gumhuriyya*.
- 12 De la même façon, on ne peut qu'être frappé par la « discrétion » observée dans cette affaire par les partis de gauche — Rassemblement et nassériens —, et en particulier par leurs composantes féminines⁷. Quant au *Wafd*, ce sont précisément ses options libérales

qui justifient l'adoption d'une « opposition de principe » : « Nous n'avons pas soutenu et ne soutiendrons pas l'interdiction du voile dans les écoles », écrit Gamâl Badawî dans un éditorial du journal du parti.

- 13 Parmi les opposants au port du voile dans les écoles, le scepticisme suscité par l'initiative du ministre porte sur le terrain même sur lequel celui-ci a choisi de faire porter son action contre les islamistes : pas plus que le voile ne peut être assimilé à la violence ou au terrorisme, le port de la jupe ou du chemisier et des cheveux découverts ne suffiront à affaiblir l'influence qu'ils exercent sur de larges secteurs de la jeunesse. Les plus sceptiques font valoir que, faute de traiter le problème de manière rationnelle et non en se cantonnant aux apparences, l'initiative du ministre pourrait provoquer une réaction inverse : un plus grand attachement au « religieux » et l'augmentation du nombre d'élèves voilées, en vertu de l'adage selon lequel « tout ce qui est interdit est convoité ». Paradoxalement, l'initiative du ministre apparaît à ces sceptiques comme se situant sur le même terrain que celui des islamistes et montre l'incapacité du gouvernement à traiter le problème que lui posent ces derniers autrement qu'en ayant recours à leurs méthodes, en l'occurrence, en cédant à la dramatisation des manifestations extérieures.
- 14 En définitive, s'il est un terrain sur lequel partisans et adversaires du voile à l'école peuvent parvenir à s'entendre, c'est précisément sur celui de la critique de la politisation de cette question, que celle-ci soit le fait des islamistes ou le fait du gouvernement, comme en témoigne la polémique qui a opposé l'historien libéral 'Abd al-'Azîm Ramadan et le magistrat laïciste Sayyid al-'Ashmâwî, d'une part, à Fahmî Huwaydî, principal avocat de la mouvance islamique au sein de l'équipe rédactionnelle du quotidien gouvernemental, d'autre part. Pour S. al-'Ashmâwî, « le voile, dans les termes où il fait aujourd'hui débat, n'est pas une obligation religieuse mais un slogan politique imposé par les tenants de l'islam politique pour distinguer les femmes et les jeunes filles ralliées à leur étendard, utiliser la religion à des fins politiques et la *shari'a* pour réaliser des objectifs partisans⁸. » En d'autres termes, la faiblesse du gouvernement, dans sa gestion de la question du voile — même s'il a raison de vouloir interdire le voile dans les écoles, une décision qui, selon lui, aurait dû être prise bien plus tôt —, réside dans l'insuffisance de son traitement proprement théologique, qui illustre la perte de contrôle du gouvernement sur l'appareil religieux d'al-Azhar, lequel s'est unanimement rangé du côté des partisans du voile. Le conseiller S. al-'Ashmâwî semble s'être fait une affaire personnelle de démontrer, preuves scripturaires à l'appui et en se situant à l'intérieur même du débat théologique, que le port du voile n'est en aucune manière une prescription coranique — en dehors des épouses du Prophète — et ne saurait, par conséquent, être inclus dans la *shari'a* sans contrevenir au principe fondamental de l'islam : la *ikrâh fi-l-dîn* — pas d'obligation dans la religion. Quant à 'Abd al-'Azîm Ramadan⁹, il considère que « l'extension de ce que l'on nomme *hijâb* (le voile) est un indicateur politique de l'expansion des tenants de l'islam politique, dont les idées ont conquis de larges secteurs de la population, et c'est l'utilisation faite par ces groupes de la question du voile qui leur a permis d'entraîner les ulémas musulmans à prendre des positions erronées sur la question de l'uniforme scolaire. C'est pourquoi il convient d'adopter une attitude offensive vis-à-vis des idées de ces groupes, qui veulent s'imposer comme un gouvernement dans le gouvernement au nom de la religion. » Le point crucial, dans l'argumentation de l'historien, c'est que l'erreur des ulémas est de même nature et s'inscrit dans la même logique que celle des islamistes, d'où, pour l'auteur, la nécessité et l'urgence d'une séparation effective, non pas tant de l'Eglise et

de l'État — la première doit être soumise au second — que de la politique et de la religion, ce en quoi il rejoint l'esprit du premier Parti *Wafd*, celui de Sa'd Zaghlûl (l'actuel Parti *Wafd* a montré qu'il était prêt, sur ce terrain, à transiger avec les principes) : *al-dîn li-llâh wa-l-watan li-l-jamî'* (la religion à Dieu et la patrie à tous).

- 15 L'on ne s'étonnera pas que Fahmî Huwaydî¹⁰, à partir des mêmes prémisses — le rejet de la politisation de la question du voile —, donne une tout autre interprétation de la confrontation : « Cette décision entre [dans une logique] d'affrontement avec le courant islamique ; elle ne vise pas tel ou tel groupe en particulier, mais travaille à étendre la confrontation à l'ensemble des croyants en Égypte, ce qui est d'une extrême gravité. » Dans cette logique, qui est aussi celle des ulémas, ceux qui poussent le gouvernement à la confrontation avec « les croyants » sur des terrains tels que le voile sont les « laïcistes » (*ilmâniyûn*) qui se sont « infiltrés » dans l'appareil d'État et les médias et livrent, à partir de ces positions, une guerre sournoise contre l'islam et les musulmans. D'où la cohérence de la démarche d'un Fahmî Huwaydî, qui dénonce les manigances de ces « laïcistes » en s'adressant à l'opinion publique musulmane modérée et montre à ses lecteurs comment les laïcistes sont en réalité les premiers responsables de l'extrémisme et de la violence des islamistes les plus radicaux — avant le gouvernement lui-même, qui ne fait rien pour mettre un terme à leurs manoeuvres.
- 16 Quant à Ibrâhîm Shukrî, président du Parti du Travail et allié des Frères musulmans, peut-être est-ce également parce qu'il se trouve pris entre le radicalisme islamique et l'islamisme modéré qu'il refuse à son tour la politisation de la question du voile au détriment d'autres problèmes plus urgents : « Nous n'accordons pas la priorité à la question du voile : l'adoption de cette pratique est une affaire personnelle et notre devoir est d'œuvrer à la réalisation de l'indépendance politique, à la préservation de notre dignité et des libertés des citoyens, à la lutte contre la corruption¹¹. »
- 17 Force est de constater que le ministre de l'Éducation aura eu, au moins formellement, le dernier mot — sinon gain de cause : par un jugement du 15 septembre, la Haute Cour administrative casse en effet le premier arrêt du tribunal administratif du Caire invalidant les directives ministérielles. Mais on peut se demander s'il ne s'agit pas là d'une victoire à la Pyrrhus : d'une part, et indépendamment des conditions effectives de leur application — en particulier dans les écoles privées — les mesures finalement retenues — autorisation du père ou du tuteur — apparaissent très en-deçà des objectifs initiaux poursuivis par le ministre : interdire, au moins dans les écoles, que le voile soit imposé à des fillettes âgées de six à douze ans. D'autre part, on peut se demander si, compte tenu des conditions dans lesquelles cette « victoire » a été obtenue, elle n'est pas susceptible d'entraîner des effets inverses dans le cycle secondaire, où le voile apparaît d'ores et déjà comme un élément de l'uniforme scolaire pour une proportion d'élèves difficile à évaluer mais, en tout état de cause, considérable et en augmentation. En effet, l'unanimité suscitée à son encontre par l'initiative du ministre de l'Éducation au sein du corps des ulémas, et plus largement dans l'ensemble de la mouvance islamique, fait qu'il sera à l'avenir de plus en plus difficile et risqué de prétendre dissocier le port du voile de la *sharî'a* elle-même.
- 18 Le paradoxe est ici que le ministre égyptien de l'Éducation, alors même qu'il s'affirme haut et fort comme musulman, œuvrant dans un pays musulman pour le bien de l'islam, se retrouve confronté à la même contradiction que son collègue français agissant, lui, pour la défense de la laïcité : en s'en prenant au symbole d'appartenance que représente le voile, ils « balisent » en quelque sorte pour leurs opposants islamistes

le terrain sur lequel sa défense peut être constituée en ressource efficace de mobilisation et de contestation.

NOTES

1. *Al-Siyâsi al-Misrî*, 31/7/94, *al-Ahrâr*, 2/8/94.
 2. *Al-Wafd*, 25/9/94.
 3. *Sabah al-Khayr*. 11/8/94.
 4. Précisons que ce débat a eu lieu avant l'offensive lancée en France, à l'automne 1994, contre le voile dans les écoles. Cette déclaration du ministre renvoie d'ailleurs, plus qu'à une « autorisation du ministre français », aux décisions du Conseil d'État français cassant la décision de renvoi, par certaines écoles, d'élèves voilées.
 5. *Al-Ahrâm*, 2/8/94, *al-Mussawwar*. 5/8/94.
 6. *Al-Musawwar.*, *op.cit.*
 7. *Al-'Arabi*, hebdomadaire des nassériens, n'y consacre pas une ligne, et on relève seulement deux ou trois articles dans *al-Ahâlî*, organe du parti du Rassemblement.
 8. *Rose al-Yûsuf*, 1/8/94 ; *al-Ahrâm*. 2/8/94.
 9. *Oktober*, 7/8/94.
 10. *Al-Sha'b*, 29/7/94.
 11. *Oktober*, 14/8/94.
-

INDEX

Mots-clés : débats, islam, islamisme, laïcité, voile, éducation, enseignement

AUTEUR

AÏCHA CHELLALI

CEDEJ